

Vaccination anti-covid : l'obligation est-elle la solution ?

La question de l'obligation vaccinale revient en force. En France ces jours-ci mais aussi ailleurs dans le monde (Italie, Angleterre...). Un débat qui, une fois de plus, ne concerne que les pays qui disposent du vaccin, pas ceux qui en sont privés...

Les difficultés à rejoindre les personnes qui restent éloignées du vaccin, **alimentent** les voix plus enclines vers le raccourci de l'obligation.

Dans une tribune publiée récemment sur Le Monde, Emmanuel Hirsch, professeur respecté d'éthique médicale, résume ainsi la problématique : *« Le contexte épidémique inquiétant, marqué par la montée de variants plus transmissibles, ainsi que les données, probantes, relatives à l'efficacité du vaccin pour limiter la transmission virale, plaident pour l'accentuation de la mise en avant de l'urgence vaccinale ainsi que de sa pertinence scientifique. Les avantages préventifs individuels et collectifs d'un vaccin auquel nous avons le privilège de pouvoir accéder sans restriction en France s'opposent en effet aux convictions, aux représentations, aux défiances et aux peurs des personnes qui refusent l'injection »*.

Une obligation vaccinale ciblée requise sous le signe de l'urgence

La Haute Autorité de Santé opte *« pour l'obligation vaccinale en tout premier lieu pour les professionnels du secteur sanitaire, social et médicosocial qui ont été les cibles prioritaires de la vaccination dans les premières phases de la vaccination »*.

Pour l'Académie de médecine *«L'obligation vaccinale s'impose dans tous les cas où une vaccination efficace permet d'éliminer une maladie répandue, sévère et souvent mortelle. »*.

Pour le Conseil scientifique, il faut *« aller vers une obligation vaccinale des soignants »*, appelant à accélérer l'adoption de *« mesures juridiques et législatives »*.

On ne peut que comprendre l'urgence soulignée et tous les intérêts à poursuivre les campagnes de vaccination engagées. Mais la solution de l'obligation vaccinale (pour les soignants notamment) est, à nos yeux, une solution risquée, voire contre-productive.

En effet, cette obligation fait l'impasse sur des éléments de compréhension.

Les spécialistes en sciences sociales et les acteurs sociaux rappellent que le choix de se vacciner ne repose pas uniquement sur la raison. Celui-ci suit souvent un gradient social : *« les plus hésitants ou ceux qui refusent sont ceux qui ont le niveau d'études ou de qualification le moins élevé... »*. Celles et ceux qui se sentent marginalisés ou laissés pour compte.

Jocelyn Raude, enseignant-chercheur en psychologie sociale à l'École des hautes études en santé publique et spécialiste des vaccins, précise : *« C'est un phénomène que l'on observe depuis dix ans avec la grippe. »*. Cette *« réticence »* s'explique davantage par des ressorts socioculturels que professionnels. Il relève aussi chez les infirmiers ou les aides-soignants l'influence des pratiques médicales alternatives comme l'homéopathie ou la naturopathie, où circule un discours de remise en cause de la vaccination (cité dans *Le Monde*).

La contestation du discours scientifique traduit sans doute un fossé entre les médecins et les soignants. Comme d'autres, nous pensons que la formation dans les écoles des professions para médicales a été négligée voire abandonnée par les responsables médicaux universitaires repliés

sur leurs parcours de course à la publication. L'enseignement de la vaccination est indigent. Pour Jocelyn Raude, c'est le résultat des « *maux de l'hôpital français* » avec des soignants qui continuent de souffrir d'un « *manque de reconnaissance symbolique* » et du « *rapport avec la hiérarchie* », incarnée par les médecins. Dans ce sens la tribune incitant le gouvernement à l'obligation vaccinale pour les soignants signée uniquement par des médecins est sans doute significative (JDD du 2/07/2021) car toujours marquée par une condescendance et un jugement de valeur.

Chercher l'origine de la défiance vaccinale chez les soignants est un impératif

Comment ignorer que ces réticences s'expriment dans un contexte général de défiance ?

Comment oublier les séquelles des expériences vécues depuis un an : les discours officiels contradictoires sur les masques, les tatonnements sur les tests, les débats hystérisés sur les traitements de la maladie, les mesures de confinement imposées sans débat, les bruits médiatiques et la cacophonie des paroles d'experts ? Enfin, côté vaccins, le lancement de la campagne sans doses disponibles puis les controverses sur l'Astra Zeneca, les défiances vis-à-vis des vaccins russes, chinois, cubains ?

Comment occulter que ces contentieux non débattus en leur temps ne creusent pas encore les défiances et in fine le manque de confiance, sans laquelle toute parole publique n'est plus crédible ? Quand on sème la confusion, l'individualisme,

comment alors faire appel à la responsabilité collective et à la solidarité ?

La réticence vaccinale se confond sans doute avec d'autres mécontentements, d'autres difficultés et frustrations. Emmanuel Hirsch, déjà cité, souligne dans sa tribune sur Le Monde : « *Le discours médico-scientifique, comme les injonctions politiques, s'avèrent à bien des égards inopérants là où l'engagement relève de valeurs, de représentations, de convictions personnelles, d'un rapport de confiance et de solidarités entamées, et plus particulièrement là où les vulnérabilités de toute nature se sont avérées les plus fortes au cours de cette crise.* »

L'obligation vaccinale pour les seuls soignants, sera-t-elle si efficace qu'elle le paraît ?

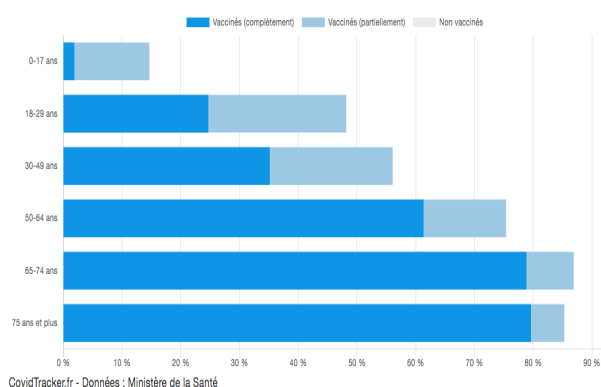
Il faudrait d'abord plus de précisions concernant le taux des non-vaccinés parmi les soignants car il n'est pas si simple à calculer. On apprend que les chiffres brandis par le directeur de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris ne tiennent pas compte de tous les soignants qui se sont fait vaccinés en dehors de leur hôpital...

Pourquoi obliger les soignants, qui vont se sentir stigmatisés (après avoir été applaudis chaque soir, puis trahis par un Ségur de la santé très loin de leurs attentes) ?

Par ailleurs, on peut raisonnablement penser qu'on obtiendra prochainement un taux proche de 90% de vaccinés avec deux doses pour les plus de 65 ans. Sans doute de 80% pour les plus de 50 ans. Or la mortalité liée au Covid 19 et ses variants reste très faible pour les moins de 50 ans.

Vaccinations par âge

Mise à jour : 08/07
Proportion de la population



Risque en fonction de l'âge

Les vaccins en abondance ici, et pas assez dans le reste du monde ignoré

A ce jour, sur les 3,19 milliards de doses qui ont été administrées dans le monde, seulement 66 millions ont été réalisées en Afrique. A peine 1% des habitants des pays à faible revenu ont reçu au moins une dose ! Alors qu'ils sont les plus nombreux et confrontés pour nombre d'entre eux à une 3^e vague, dépassant le pic de la 2^e !

Jusqu'à quand persister dans des gestions nationales, du chacun pour soi, les nantis d'abord alors que le monde fait face à une pandémie. Comment craindre les variants, « un été gâché », espérer un retour à une vie sociale et économique au profit de tous, quand des milliards de nos semblables sont dans les privations, autant de risques, sinon plus et ce climat d'indifférence ? Comment imaginer que nos pays seront protégés durablement si le virus peut continuer à se transmettre et évoluer dans la plupart des pays du monde ?

On notera à ce propos la duplicité de la parole présidentielle qui affirmait le 1^{er} mai 2020 : « **le vaccin, une fois trouvé, devra être un bien mondial de l'humanité** » pour s'opposer par la suite, dans toutes les réunions internationales, à la levée des brevets et préférer les dons et les ventes plutôt que le droit pour des pays de fabriquer eux-mêmes leurs vaccins

Comment s'étonner que ces logiques égoïstes à l'échelle nationale et internationale ne finissent pas par générer des égoïsmes à des échelles individuelles ou de groupes, des chacun pour soi à tous les niveaux, en cascade ?

Y a-t-il des alternatives à l'obligation ?

Pourquoi perdre patience aussi vite sans prendre le temps d'user et d'épuiser tous les registres de l'information, de l'éducation, de la persuasion et de la valorisation ?

Malgré les différents couacs logistiques et les incohérences stratégiques, les collectivités locales, l'Etat et les différents professionnels se sont mobilisés et ont vacciné en un temps record plus de 35 millions de personnes ayant reçu au moins une dose, à ce jour. Ceci montre une fois de plus les capacités de la société et des institutions. Il est par ailleurs normal que le dernier pallier soit difficile à atteindre. Et si cela reste insuffisant pour atteindre une immunité de groupe, c'est suffisant pour influencer l'évolution de la pandémie.

Pourquoi ne pas valoriser les réussites comme par exemple la couverture vaccinale à plus de 80 % du personnel du Centre hospitalier de Saint-Nazaire. Comment se fait-il qu'ils ont réussi ce que

d'autres n'arrivent pas à faire ? Pourquoi ne pas partager ces succès ?

Pour regagner la confiance, il faut continuer à échanger avec celles et ceux qui hésitent, les écouter, répondre à leurs interrogations, les rassurer ... Pourquoi tourner le dos à une information argumentée, une pédagogie faisant appel à l'intelligence, à la solidarité, à la juste appréciation de la chance de disposer des vaccins et des doses ?

A-t-on mobilisé tous les lieux, opportunités, appuis comme la médecine du travail malmenée à ce jour ? D'ailleurs les professionnels de terrain et de proximité - comme les pompiers ou d'autres acteurs au niveau des territoires - s'ingénient

actuellement à **aller vers les gens** sur leurs lieux.

Comme le conclue Emmanuel Hirsch :
« Nous disposons de quelques semaines pour proposer une approche en responsabilité d'enjeux qui concernent les libertés individuelles au regard des impératifs de santé publique. Il nous faut désormais aller plus avant dans une réflexion qui favorise l'esprit d'ouverture, de discernement et le sens des responsabilités, et ainsi tenir compte de la position des personnes aujourd'hui réfractaires à la vaccination qui, elles aussi, doivent être reconnues dans leur faculté d'assumer leurs décisions ».

Pour notre part, nous préférons promouvoir une attitude compréhensive, faire appel à l'intelligence des gens, le devoir d'intérêt général, plutôt que de signer une tribune sur l'obligation vaccinale.

Dr Omar Brixi et Dr Patrick Lamour, pour les Colibris en santé.